

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/David-Ricardo-1772-1823>

David Ricardo (1772-1823)

- Âme américaine - Valeurs, Culture et Civilisation -

Date de mise en ligne : jeudi 2 décembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Homme d'affaires et économiste britannique (Londres, 1772 - Gatcomb Park, Gloucestershire, 1823) Chef de file de l'école classique anglaise, il énonça notamment une théorie de la valeur fondée sur le travail et la théorie des coûts comparatifs, mettant en lumière l'intérêt du libre-échange.



En 1817, il publia *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (traduit en français et publié avec des notes de J.-B. Say en 1819). Tant par ses rapports personnels et épistolaires avec Malthus, Jean-Baptiste Say et Sismondi que par son oeuvre publiée, Ricardo a exercé une influence considérable sur la pensée économique de son temps. L'analyse globale proposée dans "*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*" (1817), comprend une théorie sur chacun des grands concepts de l'économie : production, consommation, répartition, formation des prix, analyse de la valeur...

Trois analyses sont restées célèbres :

- ▶ La valeur des biens est constituée par la quantité de travail incorporée en eux.
- ▶ Différente du profit, la rente est le revenu de la terre : mais comme celle-ci revient à la classe des "propriétaires de la terre", l'économie tend vers un état stationnaire.
- ▶ La "loi des avantages comparatifs (ou relatifs)" est encore actuelle, et justifie le libre-échange : même si deux pays n'ont pas d'avantages absolus, ils ont tout de même intérêt à commercer. Ricardo ne propose pas d'expliquer le niveau précis des prix auxquels se réalisent les échanges, mais seulement la fourchette de prix pour laquelle les participants réalisent des gains.

Concernant l'analyse de la valeur, Ricardo soutient l'idée, qui sera reprise par Marx, que c'est la quantité de travail incorporée dans les biens qui lui procurent cette valeur.

La rente se distingue du profit car elle représente le revenu d'un facteur indestructible et non reproductible, la terre. La rente foncière serait à l'origine de la baisse des profits.

1/ LA DYNAMIQUE GRANDIOSE.

Cette dynamique ambitieuse (Baumol, *Economic dynamics*, 1951) englobe les schémas de croissance et de développement d'économies entières sur de longues périodes.

La dynamique "classique" désigne le passage fatal de l'économie progressive à l'état stationnaire sous l'impulsion de facteurs exogènes : la population, les qualités du sol, le progrès technique, la politique publique.

La première version ricardienne de la dynamique économique est simple, presque visionnaire : le fonctionnement à

perte du capitalisme agraire provoque la perte du capitalisme dans son ensemble. Elle aboutira dans les " Principes " à un modèle plus élaboré tel que le capitalisme évolue fatalement vers l'état stationnaire, compte tenu des lois de la valeur et de la répartition .

Le principe fondamental de 1814 : la péréquation des taux de profit.

Ricardo construit progressivement cette dynamique grandiose en associant sa théorie du profit aux théories de Malthus sur la rente. Déjà une théorie primitive du profit était contenue dans la lettre de Ricardo à Trower de 1814 :

" ...Les taux de profit sont déterminés par la facilité ou la difficulté à se procurer de la nourriture. C'est un principe très important et qui a été pratiquement toujours négligé dans les écrits des économistes ".

Derrière ce " principe fondamental ", se trouve aussi l'idée implicite d'une péréquation automatique des taux de profit. Si le taux de profit réalisé sur la dose de capital agricole la moins productive diminue de 50 à 43 % puis à 36 %, il en sera de même pour le taux de profit moyen qui s'aligne sur ces taux.

Dans l' "Essai sur les Profits " de 1815, ce principe se précise : les profits du fermier déterminent les profits de toutes les autres activités. Derrière ce principe de la détermination agraire du taux de profit moyen, se trouve l'idée d'une péréquation des taux de profit que Ricardo esquisse dans l' "Essai ", mais de façon non satisfaisante.

Ricardo allie ce principe à l'influence de la " véritable doctrine de la rente " de Malthus, pour bâtir une dynamique grandiose de la répartition du produit. Cette dynamique forme l'axe central de son oeuvre. Les mouvements de la rente propres au capitalisme agraire sont tels qu'ils provoquent une perte du capitalisme dans son ensemble. En effet, les rendements décroissants particuliers à l'agriculture, entraînent une diminution du taux de profit agricole, une augmentation du prix des biens salaires et par conséquent une baisse du taux de profit moyen.

1.2. La rente selon Ricardo.

La rente a un aspect explicite : elle correspond à la rémunération du propriétaire foncier pour l'usage du pouvoir originel de la terre. La découverte géniale de Ricardo revient à transformer la rente en mécanisme de péréquation des taux de profit en agriculture.

Si les taux de profit varient du fait de la difficulté à produire, sur des terres inégalement fertiles, la rente alignera le profit moyen sur le profit obtenu sur la terre marginale : celle qui ne paie pas de rente. Le taux de profit est ainsi prioritaire et la rente n'est que déduite des variations du taux de profit ; on est loin de l'idée si souvent émise d'un profit résiduel, laminé par le prélèvement antérieur de la rente. Ainsi, si le profit tend vers un niveau unique, la rente est différentielle car elle est au service de cette péréquation ; mais ce faisant, elle aligne toujours par le bas, entraînant le taux de profit des autres activités et ainsi le taux moyen.....

1.3. Le Tableau

" Montrant le Progrès de la Rente et du Profit, compte tenu d'une augmentation du Capital ", il analyse le profit et la rente en " quarters " de blé, rapportés au capital investi, estimé lui aussi en " quarters " de blé.

Le Tableau est remarquable car il conduit à une estimation physique du taux de profit ; le principe " fondamental " de 1844 est pleinement appliqué : le taux de profit agricole détermine mécaniquement le taux de profit moyen dans la

mesure où, au stade évolutif de la société, il existe une particularité des rendements agricoles décroissants.

L'originalité du Tableau apparaît dès les premières hypothèses du raisonnement : absence de progrès technique, augmentation du capital et de la production dans la même proportion, fixité des salaires réels.

Dans ce cadre, Ricardo fait rentrer les principes généraux de réaffectation du capital et de péréquation des taux de profit. Le Tableau comporte deux parties : la première montre en détail comment l'accumulation du capital de façon extensive sur huit doses de terre entraîne une baisse récurrente du profit et une hausse de la rente sur les doses de capital antérieures.

Le rapport du produit net physique au capital investi physique, le " profit " selon Ricardo est donné en série décroissante , au nom du préjugé agronomique.

La seconde partie donne les résultats globaux du profit et de la rente (quantités globales et taux moyen) et de la production pour l'ensemble du capital investi par période. Elle souligne la relation inversement proportionnelle entre le profit et la rente, quand il y a accumulation du capital agricole au stade " évolutif " de la société.

Ricardo est convaincu de l'originalité de sa découverte : " C'est une vision des effets de l'accumulation qui est extrêmement curieuse et n'a, je pense, jamais été évoquée jusqu'à présent ".

1.4. Conclusion et préjugés.

La conclusion politique à tirer est qu'il faut donc sacrifier les intérêts particuliers des propriétaires fonciers à l'intérêt général de la Nation, en favorisant les importations de blé. Jusqu'au dernier chapitre des " Principes ", Ricardo évoque son admiration pour les travaux de Malthus, autant pour son préjugé démographique (L' "Essai sur la population "), que pour son préjugé agronomique (développé dans ses pamphlets de 1815, l' "Inquiry " et les " Grounds ").

Mais l'admiration du maître a ses limites...L'art de Ricardo consiste à détourner les préjugés malthusiens vers ses propres conclusions. Malthus considère l'ensemble de l'agriculture pour souligner qu'elle fournit non seulement le profit moyen, mais aussi la rente des propriétaires fonciers ; par conséquent, Malthus rejoint Smith pour réaffirmer qu'aucun travail productif ne fournit une reproduction aussi grande que celui utilisé en agriculture.

Ricardo restreint le raisonnement de Malthus sur l'agriculture au cas de la terre marginale ; celle qui ne fournit jamais de rente.

Sa conclusion devient alors tout à fait opposée à celle de ses prédécesseurs : le travail productif employé sur la terre marginale " ne fournit jamais une reproduction aussi considérable que le même travail productif employé dans l'industrie " . (" Essai sur les Profits ",p.33).

Ce préjugé anti- physiocratique est alors allié au préjugé démographique de Malthus. Sous la pression de la population et de la demande, les fermiers accumulent continuellement dans un secteur dont la particularité est d'être de moins en moins rentable. En effet les terres sont de plus en plus mauvaises et de plus en plus éloignées ; la baisse du taux de profit sur la dose de terre utilisée, la plus mauvaise ,entraîne une baisse du taux de profit dans l'ensemble du capitalisme agraire.

A l'intérieur de ce type de capitalisme, il est au moins aussi rentable d'intervenir sur la dernière dose que sur la première dose de terre ; la rationalité du fermier dans le capitalisme agraire est préservée.

Mais à quel prix ! L'uniformité des taux de profit provient du fait que la rente est la différence entre le produit réalisé sur les terres anciennes et celui réalisé sur la terre marginale ; en considérant un secteur agricole à salaire uniforme et à produit (et donc à prix de vente) unique.

Dans ce cadre simplifié, l'uniformité du taux de profit est réalisée par le propriétaire foncier qui accapare les différences de productivité. Dans le capitalisme tout entier, il reste à comprendre comment le fermier, entrepreneur rationnel comme les autres, peut continuer à investir dans une " industrie " agricole, apparemment non rentable. Là encore intervient un mécanisme de péréquation des taux de profit.

Le taux de profit moyen est déterminé par le taux de profit agraire. De ce fait, dans l'ensemble du capitalisme, il est au moins aussi rentable d'investir en agriculture que dans tout autre secteur. Cette uniformisation des taux de profit dans l'ensemble du capitalisme reste à justifier. Il est possible d'avancer la péréquation des taux de profit comme un postulat ; mais dans ce cas, il serait normal que les entrepreneurs retirent leur capital de ce secteur plutôt que l'inverse.. Autrement, il faut démontrer qu'il existe un lien particulier entre la difficulté croissante de production, les hausses du prix du blé et les salaires ; ce qui entraîne ,par le jeu de la répartition, une baisse du taux de profit moyen.

Le lien peut être imaginé par les prix relatifs : dans la mesure où la productivité marginale dans l'agriculture baisse, tandis que les rendements du secteur industriel sont constants, le prix relatif des biens industriels par rapport au prix des biens agricoles tend à diminuer. Cette dévalorisation sera encore accentuée si, avec l'amélioration des techniques de production, la productivité moyenne augmente dans l'industrie.

Ainsi cette baisse du prix relatif des biens industriels provoquera une baisse du taux de profit moyen. Un tel lien est au centre des " Principes ". Mais il est complexe, faisant intervenir la valeur et les prix. Il est de plus aléatoire, dans la mesure où un ordre exogène de fertilité, et donc la difficulté de production associée, devront entraîner une hausse du prix du blé , apte à provoquer une baisse du taux de profit moyen coïncidant exactement avec la baisse du taux de profit en agriculture. Enfin le lien serait incomplet s'il ne posait pas les problèmes du réinvestissement de la rente, et de l'introduction du progrès technique.

Ricardo ne s'interroge pas sur l'utilisation possible de la rente à des fins d'accumulation. Celle-ci par exemple, pourrait être réinvestie ; mais cette reprise de l'accumulation ne ferait qu' acheminer l'économie vers un état stationnaire. Une telle interrogation avaliserait les idées de Say, sur la possibilité d'un profit foncier et un mélange des genres, entre propriétaire et fermier.

La baisse des rendements agricoles est- elle compensable par le progrès technique en agriculture ?

A l'évidence, celui-ci provoquera une diminution des prix relatifs des produits bruts et permettra une hausse du taux de profit. Le répit sera de courte durée, car les pressions sur l' agriculture reprendront de plus belle ; l'embellie du taux de profit réactivera l'accumulation du capital, l'augmentation de la demande de travail et des salaires, l'augmentation de la population et la nécessité d'obtenir plus de produits bruts.

Dans les " Principes ", Ricardo assouplit sa position sur la détermination agraire des profits de l'ensemble des activités. Il existe toujours une détermination agraire, en dernier ressort, du taux de profit moyen ; la dose de terre qui ne paie pas de rente est toujours l'acteur privilégié. Mais, cette fois, ce n'est plus le taux de profit du fermier qui détermine le taux de profit moyen, mais la productivité du travail sur la terre qui ne paie pas de rente.

L'universalité du principe de détermination des profits devient manifeste dans le Chapitre VI sur les profits : " En tous temps et en tous lieux, les profits dépendent de la quantité de travail requise- sur cette terre ou avec ce capital qui ne rapporte pas de rente- pour fournir au travailleur les biens nécessaires. "

Cette nouvelle relation implique une analyse de la valeur et de la répartition, que Ricardo tente d'établir dans les " Principes ".

2/ LA THEORIE DE LA VALEUR.

Si la hausse des salaires provoque au sein de la dynamique grandiose une baisse des profits, entraîne - t-elle une hausse des prix des marchandises concernées ?

Dans l' "Essai " , Ricardo adoptait une hypothèse forte : l'effet de la dynamique grandiose réside dans l'élévation du prix des produits de base et du travail, laissant toutes les autres marchandises à leur prix d'origine, et ensuite dans la baisse de l'ensemble des profits consécutive à la hausse générale des salaires.

Cette absence de liaison entre la variation du prix des matières premières et du prix des biens manufacturés est corrigée peu de temps après la publication de l' "Essai " , à la suite des critiques de Malthus (Lettre de Ricardo à Malthus du 9 mars 1815). Ricardo énonce dans le chapitre VI des Principes que " rares sont les marchandises dont le prix ne soit plus ou moins affecté par la hausse du prix des produits bruts ".

Cette correction importante se comprend mieux dans le cadre d'une généralisation de la difficulté de production agricole à l'ensemble de l'activité économique ; cette nouvelle théorie est moins marquée par le particularisme agricole de Malthus, Ricardo s'intéressant cette fois à l'ensemble des biens salaires. Une des idées premières de l'Essai reste préservée dans le chapitre premier des Principes (Section III,p.xx) :

"Aucune modification des salaires ne pourrait changer la valeur relative de ces marchandises ;car,en supposant qu'ils augmentent, aucune de ces activités n'exigerait une plus grande quantité de travail ". La détermination des prix par le rendement de la dose marginale de capital est réaffirmée , devenant un principe des " Principes " : " ..le prix est partout déterminé par le rendement de cette dernière part de capital pour laquelle aucune rente n'est payée. S'il s'était reporté à ce principe, il [Adam Smith] n'aurait jamais fait de distinction entre la loi qui règle la rente des mines et celle qui règle la rente de la terre. "

Le prix constitue le problème premier de Ricardo , dès qu'il envisage de transformer l' "Essai " en " Principes ". Il avoue à James Mill dans une lettre du 30 décembre 1815 :

" Je sais que je serai bientôt arrêté par le mot prix "

En effet dès 1816, Ricardo découvre un " curieux effet " : pour certaines marchandises ,compte tenu de la proportion de capital fixe au sein du capital, une hausse des salaires peut se traduire par une baisse des prix. Compte tenu de cet " effet Ricardo ", mieux vaut déterminer la valeur d'une marchandise par la quantité de travail requise par sa production, que par la rémunération de celui-ci. La théorie de la valeur aurait du parachever la théorie de Ricardo. Elle constitue le principal motif de la troisième édition (1821)des " Principes " et reste l'objet d'un de ses derniers écrits, notamment " Valeur absolue, valeur d'échange " (été 1823). Ce dernier texte développe l'idée d'une " valeur réelle ou absolue " qui contraste avec la valeur d'échange ou relative. Il donne ainsi les définitions comparées des deux conceptions de la valeur, mais souligne l'incapacité de Ricardo à résoudre le problème qu'il se pose.

Encore une fois, Ricardo se situe dans le débat avec ses protagonistes de l'époque :

- ▶ A.Smith, qui constitue le point de départ du chapitre des " Principes " - J.B.Say , dont il critique l'édition du Traité de 1819 dans un nouveau chapitre de la 3° édition, " Les propriétés distinctives de la valeur et de la richesse ".
- ▶ T.Malthus, dans " Valeur Absolue, Valeur d'Echange ".

On suggère ainsi l'ordre de lecture suivant : la théorie de la valeur du premier chapitre des Principes, le chapitre XX " Des propriété distinctives de la valeur et de la richesse ", les définitions finales de Valeur Absolue Valeur d'Echange (VAVE).

21. La théorie de la valeur dans les Principes.

Simplifiée, la loi ricardienne de la valeur- travail est telle que les marchandises s'échangent en rapport des quantités de travail qui ont été nécessaires pour les produire. Seule une modification des conditions de production, et donc de cette quantité de travail, peut changer la valeur. Mais si l'on observe des variations des valeurs d'échange de deux biens, une telle loi ne permet pas de savoir où se situe la transformation des conditions de production : dans l'une ou l'autre marchandise, ou dans les deux à la fois. Il est donc nécessaire de distinguer la valeur d'échange ou valeur relative, de la valeur absolue ; celle-ci implique un étalon invariable par rapport aux variations des salaires, et plus généralement de la répartition, et dont les conditions de production ne varient jamais.

Que pourrait être cette marchandise invariable ? Jusqu'à ses derniers écrits, Ricardo ne résoudra pas la question et devra se contenter de la mesure " la moins imparfaite " : une marchandise produite dans des conditions moyennes du point de vue de la combinaison entre capitaux fixes et capitaux circulants ; l'or par exemple. La recherche inachevée d'un étalon des valeurs est une difficulté théorique inhérente à la dynamique grandiose, mais ne saurait s'y substituer.

L'absence d'une mesure parfaite n'empêche pas le modèle de la dynamique grandiose de simuler les changements sociaux suscités par les modifications de l'environnement économique, en particulier ceux introduits par la politique économique.

21.1. Ricardo reprend la distinction de Smith dans la Richesse des Nations.

La valeur d'usage reflète " l'utilité de quelque objet particulier ". La valeur d'échange exprime " le pouvoir d'acheter d'autres biens que confère la possession de cet objet ". L'utilité est " essentielle " à une marchandise, sinon elle ne serait pas échangée ; mais ne peut mesurer sa valeur. Les marchandises " tirent leur valeur d'échange de deux sources : leur rareté et la quantité de travail nécessaire pour les obtenir ".

Si certaines créations artistiques et les produits de luxe peuvent être déterminés uniquement par leur seule rareté, il faut considérer plus généralement des " marchandises dont la quantité peut être accrue par l'industrie de l'homme et dont la production est soumise à une concurrence sans entrave ".

21.2. Le principe général de détermination de la valeur relative des marchandises.

Dans ce cadre, la valeur d'échange ou " la règle qui détermine la quantité d' une marchandise à échanger contre une autre, est une valeur relative ; elle dépend presque exclusivement de la quantité relative de travail consacré à leur production respective. ". La valeur est donc fonction de l'augmentation ou de la diminution de la quantité de travail incorporée dans la marchandise.

Ricardo critique la valeur " travail commandé " de Smith car la quantité de travail que l'on peut acheter est une quantité variable , contrairement à la quantité de travail incorporée. Le travail est ainsi le fondement, et la quantité relative de travail, le déterminant de la valeur relative des marchandises. Les différences de qualité de travail ont déjà joué au moment de la détermination de la valeur relative et ainsi les différences de qualité ou encore d'intensité du travail ne joueront pas (Section II).

21.3. L'anthropologie ricardienne.

Aux premiers stades de la société, les mécanismes de la valeur servent de référence pour les sociétés plus développées.... " Supposons " avec Ricardo une économie primitive, consacrée à la chasse et la pêche : si les moyens utilisés et le temps nécessaire incorporent la même quantité de travail, alors les deux produits (cerf et poisson par exemple) ont une valeur relative, indépendante de la quantité produite et de la répartition.

Admettons que les arcs, les flèches du chasseur d'une part, le canoë et les instruments du pêcheur d'autre part, aient nécessité la même quantité de travail. Supposons encore que le cerf chassé et le poisson pêché aient exigé une journée de travail. " La valeur relative du poisson et du gibier serait entièrement réglée par la quantité de travail matérialisée en chacun, quels qu'aient pu être la quantité produite et le niveau général des salaires et des profits. Ainsi, normalement dans une économie donnée (chasse, pêche, mines) " aucune modification des salaires ne pourrait changer la valeur relative des marchandises " si la hausse de salaires ne produit pas d'augmentation de la quantité de travail.

Si, pour produire, les hommes n'employaient aucune machine, mais uniquement du travail, et qu'il s'écoule pour tous les deux le même laps de temps avant qu'ils ne mettent leur marchandise sur le marché, alors la valeur d'échange de leurs biens serait exactement proportionnelle à la quantité de travail employée.

Mais le raisonnement se complique dès que l'on tient compte du capital.

21.4. Les problèmes de l'incorporation du capital(Sections III et IV).

Distinguons avec Ricardo, le travail immédiatement appliqué aux marchandises, du travail consacré aux intrants nécessaires (instruments, outils, bâtiments) qui assistent ce travail.

Il existe donc un travail immédiat et un travail nécessaire à la constitution du capital utilisé dans sa production. La prise en compte des machines et d'autres éléments du capital fixe et durable " modifie considérablement le principe selon lequel la quantité de travail consacrée à la production des marchandises règle leur valeur relative. "

David Ricardo différencie les capitaux selon leur durée de vie :

- ▶ le capital circulant qui " disparaît rapidement et demande à être fréquemment reproduit ".
- ▶ le capital fixe qui " se consomme lentement ".

Il existe selon les activités, de grandes différences dans les combinaisons possibles de ces deux sortes de capital.

Une activité qui emploie très peu de capital circulant, entretient très peu de travail, par exemple la brasserie. A l'inverse Ricardo donne l'exemple du fabricant de chaussures " dont le capital est principalement consacré à payer des salaires dépensés en nourriture et en vêtements ".

21.5. L'effet Ricardo.

Compte tenu de la différence de la composition du capital, une hausse des salaires ne manque pas d'influer de façon inégale sur les marchandises produites dans des conditions si différentes.

En effet, si les salaires varient, les valeurs relatives des marchandises se modifient quand on les compare avec d'autres marchandises produites avec une proportion de capital fixe différente. "L'orge relativement aux cotonnades, et l'avoine relativement au drap, pourraient gagner ou perdre de la valeur "(p.71). L'importance de cette modification de valeur relative des biens provoquée par une augmentation ou une diminution de la valeur du travail, dépendra de la part de capital fixe dans l'ensemble du capital employé.

Si cette part est importante, la valeur relative diminuera tandis que toutes celles produites principalement par du travail, ou rapidement mises sur le marché, verront leur valeur relative augmenter " .

21.6. La question lancinante de la marchandise/étalon invariable.

Il faudrait pouvoir mesurer la valeur. Ricardo pose la question à de multiples reprises. En effet une mesure de la valeur relative de deux marchandises obéit à la force attractive de chacune.

Ricardo multiplie les suppositions : " S'il existait une marchandise dotée d'une valeur invariable " et " Si nous disposions de cet étalon invariable, nous pourrions facilement préciser dans quelle mesure agit chacune de ces causes ".

Cet étalon invariable permettrait de montrer que la modification de la valeur relative est imputable à la modification de la quantité de travail requise, non à l'augmentation des salaires. Supposons que la monnaie soit cet étalon, sans augmentation du travail utilisé, une hausse des salaires n'augmentera pas plus la valeur monétaire des marchandises que leur valeur relative.

21.7. Difficultés occasionnées par une telle recherche (Sections VI et VII du chapitre I des Principes)

L'étalon invariable de mesure de la valeur des marchandises ne doit pas subir les fluctuations auxquelles sont exposées les autres marchandises.

Ricardo avoue la difficulté sinon l'impossibilité d'une telle réalisation, " car il n'existe aucune marchandise qui ne soit pas soumise aux mêmes variations que les biens dont nous voulons déterminer la valeur ".

Pourquoi ? Quatre circonstances interviennent :

- ▶ 1- quelles que soient les marchandises, la quantité de travail nécessaire à la production varie.
- ▶ 2- la proportion de capital fixe nécessaire à la production (cf. l' "effet Ricardo ") rend aléatoires les effets d'une fluctuation de la répartition.
- ▶ 3- l'étalon peut varier , compte tenu de la durée de vie relative du capital fixe employé à sa production et des marchandises produites auxquelles on souhaite le comparer.
- ▶ 4- il faut plus ou moins de temps pour amener l'étalon sur le marché, comparativement aux marchandises à mesurer.

La conjonction de ces quatre obstacles fait qu' " aucune marchandise pressentie " n'a qualité pour constituer une mesure de la valeur parfaitement exacte. Ainsi l'or, en admettant qu'une même quantité de travail soit toujours nécessaire à sa fabrication, ne répondrait pas aux trois dernières objections.

21.8. Faut-il abandonner un tel projet ?

On peut se contenter d'un demi- projet en admettant qu'une variation des profits n'a qu'un " effet relativement modéré " sur le prix relatif des biens, et que l'essentiel vient des variations de la quantité de travail nécessaires à la production. On pourrait donc se satisfaire de l'or en éliminant cette cause de " variation majeure " en supposant que la combinaison du capital (fixe et circulant) soit la plus proche possible de la combinaison moyenne employée dans la plupart des marchandises, c'est à dire " entre les deux extrêmes ".

L'or peut être supposé " étalon aussi proche d' "une mesure invariable ", mais en sachant que cet étalon est variable.

- ▶ La monnaie est une marchandise variable ; si la valeur de la monnaie baisse, les salaires monétaires augmenteront et donc le prix des marchandises.
- ▶ Cette augmentation des salaires a donc des effets sur les prix, mais n'influence pas les profits ; au contraire, aussi grande soit -elle, la variation de la valeur de la monnaie n'influe pas sur le taux de profit.

Si les marchandises du manufacturier augmentent ainsi que son capital dans la même proportion, alors le taux de profit reste inchangé. Il en est de même si le produit (qui est réparti entre rente, salaire et profit) et le capital

nécessaire augmentent dans la même proportion.

La monnaie a-t-elle la possibilité d'être un palliatif à l'étalon des valeurs ?

Des propriétés distinctives de la valeur et de la richesse.

Ricardo n'a pas approfondi cette distinction dans le premier chapitre. Or, selon lui, " beaucoup d'erreurs " en économie politique, proviennent d'une assimilation erronée de l'augmentation de la richesse à l'augmentation de la valeur.. et de " notions dénuées de fondement " sur ce qui peut constituer un étalon de mesure de la valeur.

Ces erreurs proviennent de la confusion effectuée par Smith entre richesse et valeur et à l'incapacité de Say à envisager la valeur d'échange.

Smith définit initialement la richesse (définition " correcte " selon Ricardo), comme les moyens d'obtenir les biens nécessaires, commodes et nécessaires à la vie. Mais le même auteur donne, par la suite, une définition de la richesse, différente et inexacte, en la faisant reposer sur la quantité de travail que l'homme peut acheter.

En effet ,selon Ricardo, la richesse peut augmenter grâce à la facilité de production, mais pendant ce temps la valeur de certaines marchandises (fondée sur la difficulté de production) diminuera.. L'effet de richesse (masse de valeurs d'usage) peut se traduire par une perte de valeur d'échange. Jean Baptiste Say retombe dans cette même confusion entre richesse et valeur, rappelant dans ses notes sur les Principes que " la richesse n'est que la valeur courante des choses que l'on possède " . Say reproche à Ricardo de ne considérer que le travail et de négliger le " premier " élément, le " véritable " fondement de la valeur, l'utilité.

Say confondant richesse et valeur , néglige ainsi la différence fondamentale entre valeur d'usage et valeur d'échange..

Le caractère hypothétique de l'étalon :

Si nous ne pouvons déterminer quelle marchandise a la capacité d'être un étalon, faisons " comme si " il existait, pour en tirer toutes les conséquences.

Cette méthode sera développée ultérieurement par Sraffa (p.41) ; celui ci montrera que les salaires et le prix des marchandises peuvent être exprimés en termes d'un produit net étalon, " sans savoir de quoi il est fait " et dont la construction est " purement auxiliaire ".

Pour Ricardo, citant Destutt de Tracy (p. 299), il faut rechercher comment mesurer une chose avec une quantité donnée de cette autre chose qui nous sert de comparaison, d'étalon, d'unité.

"Valeur absolue et valeur d'échange" :

L'objectif de la mesure de la valeur est réitéré : une mesure de la valeur est parfaite si " elle a elle-même une valeur et que cette valeur soit invariable ".

La difficulté est toujours la même. La difficulté ou la facilité de production n'est pas l'unique cause de la variation de la valeur : il y en a une autre, à savoir l'accroissement ou la diminution des salaires....

Tout irait bien " si toutes les marchandises étaient produites dans des circonstances rigoureusement identiques.. " en étant par exemple produites par le seul travail ou si exigeant des avances , celles- ci étaient mises sur le marché exactement au même moment.

Mais on se trouve dans des circonstances diverses de production du point de vue du travail par rapport au capital ; par exemple les crevettes incorporent exclusivement du travail, ce qui n'est pas le cas de l'étoffe et donc les effets

d'une augmentation des salaires sur le prix de ces deux marchandises sera très différente.

La difficulté du sujet est telle " qu'il est impossible de trouver quelque marchandise que ce soit qui puisse constituer une mesure parfaite de la valeur ".

Cependant, Ricardo (curieusement s'autocitant par des " Monsieur Ricardo "), préfère une mesure manifestement imparfaite, mais permettant de savoir si ce sont les marchandises ou la valeur du travail qui ont augmenté ", un " moyen terme entre deux extrêmes ". Ces extrêmes étant dans la répartition, soit à raison de 90 % pour le travail, soit de 40 % pour le travail et 60 % pour le capital. Sraffa s'inspirera de cet étalon de mesure de la valeur comme " moyenne entre deux extrêmes " pour construire une proportion critique entre travail et moyens de production de telle sorte à résoudre l' "effet Ricardo " (voir supra 1.15).

La mesure la moins mauvaise semble être cette fois " le travail " ; ainsi " une marchandise produite dans un temps donné par le travail de cent hommes a une valeur double de celle d'une marchandise produite par le travail de cinquante hommes dans le même temps ". (Valeur Absolue Valeur d'Echange ,p.243). S'il y a vingt ans, " le travail de 80 hommes suffisait..., alors que maintenant il en faut une centaine, nous serions en droit d'affirmer que la marchandise a augmenté de 25% " Le travail employé pendant un an peut être un " moyen terme entre les extrêmes que sont les marchandises produites par le travail avec des avances de plusieurs années et le travail employé pendant une journée seulement. "

Mais...on peut encore faire appel à la monnaie, si sa production nécessite la même quantité de travail que le blé :
" Supposons que la monnaie soit produite pendant le même temps que le blé, c'est la mesure que je proposerais, pourvu que sa production nécessite toujours la même quantité de travail. "

3/ LE COMMERCE EXTERIEUR.

Le commerce extérieur constitue la solution la plus radicale à la baisse fatale du taux de profit. Déjà dans l' "Essai sur les Profits ", Ricardo avait mis son préjugé libre-échangiste au service de la lutte contre les lois sur le blé (Corn Laws). La lutte contre le protectionnisme a pour but d'obtenir une alimentation à bas prix.

Dans le chapitre VII, " Du commerce extérieur ", ce préjugé libre échangiste repose désormais sur un principe général du commerce extérieur , fondé sur les avantages comparatifs. Adam Smith avait montré qu'une nation possède un avantage absolu dans le commerce international, si elle produit certains biens au moindre coût. Chaque nation a donc intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels elle a l'avantage absolu, et à les échanger contre d'autres biens, avec d'autres nations.

La spécialisation, dans le cadre de ce raisonnement en valeur travail et à coûts constants, serait facilitée si le capital circulait entre les deux protagonistes. Mais faudra- t-il aller jusqu'au libre échange au point où la circulation des facteurs de production entre le Portugal et l'Angleterre soit du même ordre qu'entre Londres et le Yorkshire ? Ce serait oublier la peur de l'autre et le désir de ne pas prendre de risques à l'étranger. A partir d'un exemple très court, Ricardo montrera que l'avantage absolu sur toutes les productions ne prive pas une nation de participer à l'échange international ; seul compte l'avantage relatif, ou comparatif. Il va de soi que le principe des avantages/ coûts comparatifs est immédiatement applicable aux relations entre l'Angleterre et les pays producteurs de biens agricoles. Ainsi les partenaires à l'échange international forment un agent composite pouvant perturber le jeu fatal de la dynamique grandiose.

31. Les mystères du commerce international : les avantages comparatifs.

31.1. Sur le plan international, le " Capital Withdrawall " est impossible.

" La règle qui détermine la valeur relative des marchandises dans un pays ne détermine pas la valeur de celles

échangées entre deux ou plusieurs pays ".

Des écarts de profit peuvent subsister :

- ▶ par exemple le Portugal fabrique le vin avec plus de profit que l'Angleterre et les draps et ustensiles avec moins de profit.
- ▶ réciproquement, l'Angleterre produit plus avantageusement les ustensiles et les draps que le vin.

L'échange entre marchandises (vin portugais/ drap anglais) implique une modification plus avantageuse de l'allocation interne du travail.

Si en Angleterre le drap coûte le travail de 100 hommes et le vin, le travail de 120 ; et si au Portugal, le coût est respectivement de 90 et 80, il est intéressant de procéder à une réallocation du travail. Ainsi en se spécialisant dans le vin, le Portugal obtiendra, en échange de vin, plus de draps que l'Angleterre, qu'il n'en aurait eu en autarcie ; et cela, bien que le coût en travail du drap soit dans l'absolu, inférieur au Portugal.

Dans le cadre international (bilatéral), un produit de 100 hommes (le drap) pourra ainsi s'échanger contre produit de 80 hommes (le vin) ; ce qui n'aurait de sens dans un cadre national : " Le travail de 100 anglais ne peut être échangé contre le travail de 80 anglais ".

Le raisonnement de Ricardo est à la fois macro et microéconomique sinon " inclassable " (Machlup,1963s).

En effet, le raisonnement sur deux nations peut être transposé à deux individus, que ce soit pour le commerce international, mais aussi la dette (ch. 17).

Ainsi, afin de montrer qu'un pays riche de ses machines et de son savoir- faire , disposant d'une terre fertile peut avoir intérêt à importer son blé, Ricardo prend l'exemple classique de deux hommes fabricant des chaussures et des chapeaux.

Un des deux hommes est plus productif que l'autre dans les deux productions :

- ▶ De 20 % pour les chapeaux
- ▶ De 33 % pour les chaussures

" Ne serait- il pas dans l'intérêt des deux que l'individu le plus compétitif se consacre exclusivement à la fabrication de chaussures et le moins compétitif, à la fabrication des chapeaux ? "

Quel est le critère utilisé sinon le surcroît d'utilité pour tous les consommateurs : " la recherche de son avantage propre s'accorde admirablement avec le bien universel....en augmentant la masse totale des productions, elle répand partout le bien être, et réunit par le lien de l'intérêt et du commerce réciproque ".

Dans ce dernier cas, il existe seulement un " gain statique " et les termes de l'échange sont nécessaires à la compréhension.

31.2. Les avantages comparatifs : clef du mystère

Reprenons l'exemple de Ricardo : deux pays, l'Angleterre et le Portugal qui produisent chacun deux biens : le drap et le vin, mais dans des conditions techniques différentes qui sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau 2

Quantité de travail par unité de bien (en hommes- année)

Vin Drap

Angleterre 120 100

Portugal 80 90

Les avantages comparatifs sont exprimés chez Ricardo à partir des prix relatifs internes ou coûts d'opportunité.

Tableau 3 Prix relatifs internes

vin/drap drap/vin

Angleterre 1,2 0,83

Portugal 0,88 1,125

En Angleterre, une unité de vin vaut 1,2 unité de drap et une unité de drap vaut 0,83 unités de vin.

Au Portugal, une unité de vin vaut 0,88 unités de drap et une unité de drap vaut 1,125 unités de vin.

- Le Portugal a intérêt à se spécialiser dans la production de vin.

Produire une unité de vin supplémentaire l'oblige à renoncer à 0,88 unités de drap. Mais, produire une unité supplémentaire de drap le fait renoncer à 1,125 unités de vin. S'il produit plus de vin pour en exporter en Angleterre, chaque unité vendue lui rapporte 1,2 unités de drap contre 0,88 en autarcie. Ainsi, en produisant 2 unités de vin, soit 160 h/année, le Portugal peut garder une unité de vin et obtenir de l'Angleterre 1,2 unités de drap. Soit un gain de 10 h et plus de bien à consommer.

- L'Angleterre a intérêt à se spécialiser dans la production de drap et à en exporter une partie au Portugal.

Chaque unité vendue lui rapporte 1,125 unités de vin contre 0,83 en autarcie. Produire une unité supplémentaire de drap supplémentaire l'oblige à renoncer à 0,85 unité de vin. Par contre, produire une unité supplémentaire de vin coûterait 1,2 unités de drap. Ainsi, selon le même schéma, l'Angleterre, en produisant 2 Unités de drap soit 200 h obtient 1 unité de drap et 1,125 unités de vin. Elle gagne ainsi 20 h et plus de biens à consommer.

Chacun des pays gagne à se spécialiser dans la production du bien pour lequel il a l'avantage comparatif le plus élevé, soit le coût comparatif le plus faible ou encore la productivité du travail la plus élevée.

Il y a donc réallocation du travail dans le secteur où sa productivité est la plus élevée et les deux pays gagnent à l'échange: chacun dispose d'un supplément de marchandise par rapport à la situation d'isolement, tout en ayant un coût de travail moindre (10 h pour le Portugal + 20 h pour l'Angleterre = 30 h pour la combinaison retenue).

31.3. Des échanges régulés par la monnaie.

Au-delà de la loi des coûts comparatifs, Ricardo reprend l'idée de Hume, d'une "répartition naturelle de métaux précieux". Ce mécanisme non seulement équilibre le commerce international, mais encore intervient dans le niveau des prix relatifs d'un pays à l'autre. Il sera perfectionné par Stuart Mill. En définitive, il serait préférable que le capital circule, mais des raisons à la fois psychologiques (aversion au risque) et institutionnelles (lois sur l'immigration) freinent un tel mouvement. Si les exportations croisées de vin et de drap s'effectuent, il faudra que les prix internationaux pratiqués permettent une rentabilité minimale ; celle-ci ne peut s'exprimer qu'en monnaie. La monnaie joue alors le rôle de "moyen général de circulation", dont la répartition entre les pays s'ajuste à la circulation naturelle des marchandises. On peut imaginer une accumulation de monnaie en Angleterre et une diminution de sa quantité à l'étranger.

"Mais la réduction de la quantité de monnaie dans un pays et son augmentation dans un autre agissent non seulement sur le prix d'une seule marchandise, mais aussi sur le prix de toutes les marchandises".

On peut admettre que l'Angleterre emploie le plus grand savoir-faire et les meilleures machines, dans la fabrication des marchandises d'exportation. Elle pourra ainsi importer une grande quantité de monnaie en échange de ses

biens. Mais si l'Angleterre accumule de la monnaie, celle-ci perd de sa valeur et les prix augmentent ; à l'inverse au Portugal, les prix diminuent et les prix baissant, les exportations sont favorisées.

Il existe donc une tendance cyclique du développement du commerce international. Un pays très favorisé du point de vue du commerce international, aura tendance à subir une rentrée de monnaie et par conséquent des prix plus élevés et une perte de compétitivité.

31.4. Une monnaie dépendante de facteurs réels.

Le commerce extérieur permet de voir comment la monnaie est déterminée par des facteurs réels à savoir l'imposition relative, le savoir faire des travailleurs, les avantages du climat ou des productions naturelles, et " beaucoup d'autres causes " ; elle ne peut ainsi avoir la même valeur dans deux pays quelconques. Ces variations de la monnaie n'ont cependant pas d'influence sur le taux de profit. Ce dernier dépend du salaire réel.

- Or si les salaires réels augmentent du fait d'une augmentation de la monnaie, cela n'a pas d'importance car toutes les marchandises augmenteront. Il y a aura par contre rétablissement automatique de l'équilibre du commerce international.
- Si les salaires augmentent du fait d'une augmentation de la difficulté de production, les profits baisseront et nous retrouvons le processus de la dynamique grandiose.

32. Les effets du commerce extérieur.

32.1. Le commerce extérieur ne peut modifier la valeur globale et le taux de profit :

La démonstration de la possibilité d'un gain réciproque à l'échange entre partenaires inégaux est, selon Samuelson (1971), un des plus beaux théorèmes de l'économie politique.

- Globalement le commerce extérieur ne change pas la dynamique grandiose ; ni le mouvement de la valeur et de la répartition.

Il n'a pas d'effet immédiat sur le total de la valeur dans un pays car celle-ci repose d'abord sur la valeur du produit de la terre et du travail dans " notre " pays. Si avec ce produit, on obtient en échange de l'étranger deux fois plus de biens, la valeur globale mise à la disposition des habitants du pays ne change pas. Le négociant qui effectue ce commerce obtient le taux de profit moyen ; s'il gagne plus, la péréquation des taux de profit s'effectuera par le bas, résultant de l'afflux du capital ; il n'existera pas de péréquation où la hausse du profit dans le commerce extérieur tirerait vers le haut l'ensemble des profits.

Il existe une limite globale à la demande, correspondant au revenu et au capital d'un pays. Cette demande se divise en une composante domestique et une composante étrangère : " si l'une augmente, l'autre doit diminuer ".

En aucun cas, " l'augmentation du taux de profit n'est due à l'extension du marché ". Néanmoins le commerce extérieur peut jouer sur le profit, au même titre que le perfectionnement des machines, en abaissant le prix de la nourriture et des biens nécessaires consommés par les travailleurs.

32.2. Le commerce international, pourvoyeur de biens salaires à bas prix.

Le seul cas où le commerce international est profitable est celui où les importations ne portent pas sur des marchandises achetées par les salaires.

Lassudrie-Duchêne (1987) distingue ainsi l'échange de biens finals qui ne rentrent dans aucun processus de production, de l'échange de biens intermédiaires qui créent, eux un " gain dynamique ". Cette dernière forme de gain est évidente parce que l'échange apporte à meilleur compte les biens salariaux, abaisse ainsi les salaires et élève les profits. On peut généraliser cette théorie à l'ensemble des biens intermédiaires ou encore des " marchandises qui servent à en fabriquer d'autres " (Sraffa). Il existe ainsi un gain spécifique d'échange de segments de produits ou encore de biens intermédiaires (Lassudrie, 1987 ; Fontagné, 1991).

Les conclusions à retirer des propos ricardiens sur le commerce extérieur pourraient être les suivantes :

- ▶ Le commerce international ne perturbe pas la dynamique grandiose car il n' a pas d'influence sur le taux de profit.
- ▶ Il peut avoir une influence sur le taux de profit dans le cas précis des biens de subsistance. De ce point de vue une importation de biens de subsistance par l'Angleterre peut être avantageuse pour le taux de profit ; cela peut être justifié par la théorie des avantages comparatifs.
- ▶ Les positions dans le commerce international se manifestent par des mouvements monétaires qui corrigent les déséquilibres. Les pays avantagés temporairement par leur supériorité réelle (savoir faire, machines) seront désavantagés par la hausse des prix résultant de l'importation de monnaie.
- ▶ Ces mouvements de monnaie n'ont rien à voir avec le taux de profit qui dépend uniquement de la hausse des salaires au sein de la dynamique grandiose. Ricardo renforce à plusieurs endroits l'idée qu'une répercussion des hausses de salaires sur les hausses de prix est impossible.
- ▶ Une politique mercantiliste de l'Etat par primes à l'exportation et prohibitions à l'importation sera inefficace.

4- IMPÔT ET EMPRUNT.

L'impôt est-il inefficace ?

Il n'a d'incidence sur la valeur et la répartition que s'il suscite une difficulté supplémentaire de production ; s'il modifie la valeur et le prix, le consommateur en sera victime au profit de l'Etat.

Il n' a qu'un effet temporaire sur le commerce international compte tenu de ses capacités automatiques de rééquilibrage.

L'emprunt public pourrait être assimilé à une transaction privée entre contribuable et rentier de l'Etat ; on pourrait même concevoir des fonds portant intérêt et permettant de rembourser automatiquement la dette.

Les abus de l'Etat amènent à douter que de telles régulations financières soient encore possibles.

41. Une problématique de l'Etat.

L'Etat est un grand perturbateur de la dynamique, au même titre que le commerce extérieur . Dans le but de comprendre son efficacité, Ricardo passe en revue les différents types d'impôt et leur rôle dans la dynamique ; problème effleuré dans l' "Essai ". Onze chapitres se succèdent sur ce thème, sans compter l' "appendice ", notamment les discussions avec J.B Say à propos de l'impôt sur le producteur.

Mais le plus intéressant, selon la préface de Ricardo à la troisième édition, est le dernier chapitre sur les opinions de Malthus quant à la rente. Il y établit plus solidement la doctrine selon laquelle un pays peut payer des impôts monétaires plus élevés et voir cependant baisser la valeur monétaire de l'ensemble de ses marchandises. Il s'agit d'un " point fondamental " qui étudie les effets de la libre importation de blé dans un pays accablé de dette, à la suite des guerres napoléoniennes. Ricardo reprend la discussion entamée dans ses pamphlets sur la dette (notamment à

la fin de l' "Essai ") et apporte ainsi, la solution synthétique au double problème des importations de blé et de la dette nationale.

Afin d'en évaluer l'efficacité, Ricardo énumère brièvement les différents types d'impôt pour montrer en quoi la dynamique ne saurait être contrariée par une fiscalité normale. Les impôts sont, en règle générale, payés par les revenus et n'ont pas d'incidence s'ils sont compensés par une augmentation de la production consécutive à l'accumulation du capital. S'ils doivent frapper le consommateur, on veillera à ne pas aggraver les problèmes posés par la rente différentielle (et donc la dynamique grandiose). Cette dynamique s'inscrit dans une logique de classes (que ne percevait pas Adam Smith) et crée une inéquité croissante. Ce mal sera aggravé par les impôts s'ils sont mal conçus : le peuple, les capitalistes (en particulier les fermiers) seront taxés au profit des propriétaires fonciers. La dynamique grandiose sera ainsi renforcée si les impôts frappent le capital lui-même et son accumulation, en favorisant la rente et les propriétaires fonciers. L'impôt devient nocif quand il frappe les capitaux, par exemple en s'attaquant aux successions.

L'impôt doit respecter les règles (équité, commodité, certitude, économie) émises par A. Smith. Ricardo les invoque pour montrer comment un impôt foncier qui ne prendrait pas en compte les différences de qualité foncière, pénaliserait le peuple au profit des propriétaires fonciers. L'impôt foncier, ce que ne voit pas Say, doit tenir compte de la rente différentielle. Pour les biens dont la quantité mise sur le marché est rigide, l'impôt a surtout un effet sur les prix. Par exemple, selon Ricardo, le loyer des maisons augmente et donc la demande diminue ; ainsi ce sont les propriétaires qui en subiront les conséquences. Si l'impôt sur les produits bruts provoque une augmentation de prix, il ne placera pas l'Angleterre dans une position désavantageuse du point de vue du commerce international. Le prix peut être temporairement modifié, mais la valeur ne change pas. Ce même raisonnement qui est repris à propos de la dîme amène à s'interroger sur la portée réelle de la politique fiscale. L'impôt porte donc sur le consommateur, mais aussi sur le producteur. Ce dernier peut répercuter le montant de l'impôt sur le prix de ses marchandises, mais risque de diminuer ses ventes. L'impôt peut ainsi conduire à une réallocation du capital.

42. La complication de la dynamique grandiose par l'impôt.

Au chapitre IX, l'analyse de l'impôt permet d'approfondir le mécanisme de l'augmentation des prix des produits agricoles dans le cas type du " fermier " représentatif, dont l'emploi du capital ne paie pas de rente.

42.1. Le consommateur paie l'impôt sous la forme d'une augmentation de prix.

L'impôt n'est qu'une cause parmi d'autres d'augmentation des prix.

L'impôt sur le producteur agricole (impôt foncier, dîme, prélèvement sur la récolte) élève le coût de production et donc le prix des produits agricoles. Cette augmentation des prix permet de " dédommager le cultivateur de l'impôt ". Autrement, celui-ci abandonnerait une activité dans laquelle les profits ne seraient plus au niveau moyen. De ce fait, la réduction de l'offre consécutive à ce retrait entraînerait à terme une augmentation des profits.

Le cultivateur ne peut faire autrement ; si, par exemple, il déduisait l'impôt de ses profits, il ne disposerait plus du profit moyen et n'aurait aucune raison de continuer ; dans la mesure où le fermier représentatif cultive la terre marginale, il ne peut déduire cet impôt de la rente due au propriétaire foncier. En définitive, le consommateur paiera l'impôt sous la forme de cette augmentation de prix.

42.2. L'impôt ne change pas la rente en monnaie, mais altère la rente en blé.

Admettons trois terres qui offrent des productions et rentes selon les modalités suivantes, avant et après impôt. Si un impôt est fixé par quarter (par ex. de 8 shillings, cad 0,4 l.), les trois terres sont frappées proportionnellement et la rente monétaire ne change pas.

Cet impôt monétaire a une contrepartie en blé : ainsi 180 qrs paient 16,3 qrs, 170 qrs, 15,4 et enfin 160 qrs, 14,5 qrs. Mais dans ce cas, la production est frappée de l'impôt à la source qui sera proportionnellement plus lourd sur les meilleures terres.

La rente en blé de la terre N° 1 passe de 20 qrs à 18,2 qrs ; en effet, le produit net de la terre N° 1 passe de 180 à 163,7 qrs (- 16,3) le produit net de la terre marginale passe de 160 à 145,5 qrs (- 14,5).

L'impôt sur la terre n° 1 est plus lourd car levé sur une plus grande quantité de blé, donc la rente en blé diminue car le produit net de la terre N° 1 diminue plus rapidement que celui de la terre marginale.

42.3. Un impôt sur les produits bruts risque de faire augmenter les salaires :

Admettons que les salariés soient au minimum de subsistance ; si le coût de leur alimentation augmente, alors les salaires doivent augmenter ce qui se répercutera sur les employeurs. Donc, les profits en subiront les conséquences. Au total les consommateurs (ce qui est équitable) et les entrepreneurs (ce qui ne l'est pas) subiront les conséquences de l'impôt sans pour autant que le propriétaire foncier et le porteur de titres soient atteints. Ainsi, les revenus du fermier, du négociant et du manufacturier sont atteints, mais aucune personne (propriétaire foncier, porteur de titres) dont le revenu est fixe. Rétablir un impôt direct sur ces catégories reviendrait à fouiller dans leurs affaires, ce qui serait hostile aux libertés.

Mais l'impôt n'est qu'une des causes possibles d'une hausse des prix des biens nécessaires. D'autres causes peuvent intervenir :

- Offre insuffisante.

Lorsque l'offre est insuffisante, la misère du travailleur est inéluctable. Il ne peut que réduire sa consommation et ce renoncement permettra un rééquilibre du marché. Toute mesure sociale visant à réévaluer les salaires sans agir sur le marché (cf. les importations) ne pourra que renforcer la misère du travailleur.

- Demande croissante entraînant une augmentation des coûts de production.

Une telle augmentation de la demande de travail provoque la hausse des salaires ; " elle encourage le mariage et permet de subvenir aux besoins des enfants " . Mais, il se peut que la population, ainsi accrue, ait augmenté plus que proportionnellement au fonds des salaires. Dans ce cas l' équilibre sera rétabli par une baisse des salaires au dessous de leur niveau naturel. Une telle adaptation est rapide dans le cas du capital, " Mais il n'en va pas de même avec les hommes ".

- Baisse de valeur de la monnaie.

Marché des biens nécessaires et marché du travail déterminent le salaire ; une augmentation de la monnaie augmentera à la fois les salaires et les biens à acheter ; en conséquence, la quantité de biens nécessaires mise à la disposition du travailleur restera la même, sans plus.

En définitive, toute forme d'impôt n'est qu'un choix entre plusieurs maux ; peu importe qu'il frappe les profits ou la dépense pourvu qu'il n'entrave pas la reproduction. Il n'aura pas d'effet sur la position concurrentielle du pays considéré.

En effet, une augmentation des prix des produits locaux ne se produit que s'il y a afflux d'or. Il peut alors se produire une dévalorisation de l'or en tant que marchandise par rapport aux marchandises à fournir aux étrangers. En effet, si l'or est bon marché, les marchandises sont chères.

Mais, si les prix des marchandises anglaises sont relevés du montant de l'impôt, la monnaie anglaise fuiera vers l'étranger. Ainsi la monnaie restante sera réévaluée et donc le prix des marchandises exportables diminuera ; ce qui sera favorable au commerce extérieur.

Au total, l'effet d'un impôt sur les produits bruts est très différent selon les marchandises, leur composition en matières premières et en travail.

42.4. L'impôt peut-il contrarier durablement le développement ?

L'impôt ne peut contrarier durablement le développement. Il existe donc une sorte d'inefficacité de l'impôt public. Il ne peut empêcher la production d'échangeables et l'échange international. On retrouve ici une dynamique de long terme ; toute protection effective (par un impôt sur les matières premières par exemple) ne peut avoir d'effets à terme. En effet, elle ne change rien au phénomène de la rente en argent (du point de vue de la répartition sociale des revenus) et à terme elle provoque une baisse de compétitivité et une sortie de devises. La dévalorisation des marchandises exportables par la réévaluation de l'or sortant, tend à rééquilibrer la position du pays.

On retrouve encore l'idée d'un rééquilibrage démographique face aux problèmes du lien entre population et fonds d'entretien. Cette proportion démo- économique évolue en fonction du marché des matières premières et de la population.

En définitive, il existe ainsi une cyclicité et une tendance au rééquilibrage à long terme. Cette tendance tend à confirmer l'idée d'une adaptation " automatique " du marché du travail aux perturbations de la dynamique grandiose. Et donc à confirmer l'idée de Morishima (1989) d'une loi de Say qui ne serait pas réduite au marché des capitaux.

42.5. Des impôts en particulier.

Le chapitre X sur les " impôts sur la rente " traite surtout du problème posé par la vision extensive de la rente, "en général " qui inclut " la totalité de la valeur versée par le fermier à son propriétaire " et peut inclure la rémunération du capital du propriétaire foncier sous la forme de bâtiments, etc.....

Dans ce cas, il y aurait une pénalisation du capital et en définitive du consommateur. Autrement, la mise en valeur de la terre marginale qui ne paie pas de rente est donc extérieure à cet impôt. La dîme (1/10^e du produit brut) est un impôt au profit de l'église et a des effets similaires à l'impôt sur les produits bruts.

On peut comme pour ce dernier type d'impôt examiner :

- les conséquences sur la répartition : le propriétaire foncier sera atteint si la dîme agit comme un impôt sur la production intérieure de blé, tout en laissant libre l'importation de blé étranger.
- sur le commerce international : l'impôt crée de nouveaux obstacles à la production. Ainsi dans le cas du drap, il risque de rendre plus compétitive la production étrangère, d'où la nécessité d'imposer les draps étrangers. Mais dans ce cas, le consommateur paie plus cher.

En conclusion de ses propos sur la dîme, Ricardo rappelle que l'impôt implique une difficulté de production plus grande et donc joue sur la valeur et les prix. Tout nouvel impôt est une charge sur la production et entraîne une hausse du prix naturel. En augmentant ainsi la valeur d'échange d'une marchandise, dont la demande est générale,

tout impôt décourage à la fois la culture et la production.

L'impôt foncier est du même type : il peut être assimilé à un impôt sur la rente.

5. L'emprunt.

5.1. L'efficacité de l'emprunt :

L'emprunt est-il plus efficace ? Citant Melon, Ricardo rappelle que les intérêts passent directement du contribuable au rentier de l'Etat. Apparemment le remboursement de l'emprunt public est une transaction privée entre A et B. Elle pose simplement le problème de l'opportunité d'un tel transfert et de ce qu'aurait pu être son utilisation productive.

Peut-on être sûr de son efficacité ou non ? Certes, Ricardo affirme " Que les intérêts de l'emprunt soient payés ou non, la nation s'en trouvera ni plus ni moins riche " ; mais, si Ricardo assimile deux nations à deux individus, A et B, l'effet de l'emprunt dépend des caractéristiques de A et B, de l'utilisation productive qu'ils pourraient effectuer de cet argent. La justice politique ne saurait s'accommoder d'une spoliation des créanciers, et dans tous les cas, mieux vaut que le gouvernement et les particuliers ne dépensent pas de façon inconséquente : la profusion de leurs dépenses, en développant l'emprunt, appauvrira le pays.

5.2. La méthode des fonds d'amortissement (sinking funds).

Ricardo éprouve une déception croissante face à ce système, de l' "Essai " (1815) au pamphlet sur le " Funding system " (1820). En cas de guerre, la méthode des fonds d'amortissement permet d'emprunter la somme désirée et de faire payer l'intérêt, sinon de rembourser l'emprunt lui-même, par un fonds également emprunté et rendu productif. Cette méthode permet d'éviter l'affectation de taxes au remboursement de l'emprunt ; à la façon des taxes " vertueuses " souvent utilisées dans les systèmes contemporains de caisses d'amortissement de la dette.

Ainsi comme le propose Pitt (en Mars 1786) au Parlement anglais, un million au bout de 28 ans, rapporterait quatre millions par an. Dans les Principes, Ricardo rappelle qu'un tel fonds devrait être fourni par l'excès du revenu public sur la dépense publique. Or le " fonds d'amortissement n'est qu'un mot ", car le revenu n'excède pas les dépenses et, à la fin de la guerre, la nation sera en faillite.

Dans le pamphlet de 1820, Ricardo n'y croit plus. Le sinking fund a, au contraire, stimulé la dépense au profit des administrateurs du Fonds. " Sans garanties, nous serions mieux sans un tel fonds ".

6 - LA MONNAIE.

Les positions monétaires de Ricardo les plus connues s'insèrent dans la discussion entre la " Currency school " et la " Banking school " à la suite de la décision d'inconvertibilité du papier monnaie en or en 1797 (Bank Restriction Act). Cette controverse se prolongera au - delà du rétablissement de la convertibilité en 1819.

L'inconvertibilité crée une divergence entre le " Mint price " (le prix officiel de l'Hôtel des Monnaies) et le cours du marché. Ceci amène la Chambre des Communes à créer une commission (Bullion comittee) pour " enquêter sur les causes du cours élevé des lingots d'or et prendre en considération l'état des moyens de circulation du change entre la Grande Bretagne et l'étranger ".

Mais les positions les moins connues ont trait au rapport entre la monnaie et la valeur des marchandises ; à la limite, faute de mieux, la monnaie peut servir d'étalon des valeurs. A ce titre, elle ne peut changer le cours de la dynamique grandiose. Les premiers écrits monétaires de Ricardo donnent l'impression d'un strict quantitativisme, mais ce serait oublier ses réflexions plus approfondies sur la valeur de la monnaie dans les Principes. Enfin, Ricardo se montre particulièrement original dans la mise au point d'une régulation monétaire.

61. Les controverses sur la convertibilité :

61.1. Les " Ecrits Monétaires " de Ricardo (1809 - 1811)

Currency et Banking School

La Currency School (Ricardo) pense que les fluctuations des billets doivent suivre l'évolution des cours de l'or. Comptant entre autres Robert Torrens, cette école recommande la convertibilité métallique intégrale de la monnaie et triomphera avec la Charte Bancaire de 1844.

La Banking School (Tooke, Fullarton, Wilson, Gilbart) est favorable à ce que les banques réglementent l'émission de billets , sauf à convertir les billets en pièces métalliques sur demande. Ce sont les besoins du commerce qui déterminent la masse de biens convertibles, en particulier les prêts consentis pour financer des transactions réelles de biens et services (doctrine des effets réels).

Cette querelle débouchera sur le Peel Act de 1844 et la création de deux départements indépendants à la Banque d'Angleterre :

- ▶ le département de l'émission (liée au stock d'or) qui joue le rôle de Banque de premier rang.
- ▶ le département de la Banque qui s'occupe des crédits et des dépôts et joue le rôle de Banque de second rang.

La Currency School sous- estime la possibilité d'une expansion des crédits et la Banking School, notamment avec Tooke, surestime le rôle du taux de l'intérêt. Tooke tente encore de différencier le rôle différentiel des titres d'Etat et des prêts commerciaux sur l'émission de billets, en estimant qu'une restriction de l'escompte aux effets réels garantira la stabilité de la monnaie.

La controverse bullioniste.

Les écrits monétaires de Ricardo commencent avec les controverses dans le Morning Chronicle sur le cours élevé de l'or sur le marché.

La guerre avec la France a donné lieu à l'inconvertibilité des billets en 1797, mais aussi à d'importants transferts de fonds vers les alliés de l'Angleterre, à des emprunts publics importants et enfin à des importations de blé. Il en résulta une hausse progressive des prix et une surcote de l'or, la valeur du lingot sur le marché étant plus grande que sa valeur faciale.

Deux explications s'affrontent alors : l'une affirme que la surcote est due au déséquilibre du commerce extérieur, à la baisse de la livre à l'étranger et par conséquent à une hausse du prix de l'or. A l'inverse, on peut penser que cette hausse est une preuve d'inflation due à des imprudences de la Banque Centrale.

Ainsi Ricardo dénonce, en 1809, l'émission excessive de billets par la Banque d'Angleterre qui résulte de la libre

convertibilité. Pour ce faire, il engage une controverse avec un correspondant soit -disant anonyme (Trower) " l'ami des billets de banque " jusqu'en 1811, et lui consacre sa brochure de 1810 " Le cours élevé de l'or, une preuve de la dépréciation des billets de banque ". Ricardo jusqu'à la " Réponse aux observations pratiques de M. Bosanquet sur le rapport du Bullion Committee " (1881), rappelle que la seule solution réside dans la réduction de la quantité de billets de banques.

Dans la " querelle bullioniste ", Ricardo en dénonçant l'émission excessive de monnaie, s'oppose à la thèse des " difficultés du commerce extérieur ". Les premiers écrits ricardiens publiés dès 1809 marquent, dans le cadre d'une polémique sur le cours de l'or, un strict quantitativisme. L'augmentation des billets provoque une surcote de l'or, et une augmentation des prix des marchandises des denrées alimentaires et diminue les revenus fixes. Si, conformément aux suggestions de Ricardo, on retire la monnaie en excès, l'or et les marchandises retrouveront leur " juste niveau ". On peut alors revenir à la convertibilité du billet de la Banque d'Angleterre ; convertibilité limitée par Ricardo aux lingots (cf. l'Ingot plan de 1816) pour les billets supérieurs à 20 Livres. Les bases du futur système de l'étalon or, le Gold Bullion standard, seront ainsi établies.

61.2. Les Principes.

Dans les " Principes ", Ricardo replace ses considérations pratiques sur la monnaie, dans le débat théorique, notamment avec Adam Smith.

Le bimétallisme et la rationalité du débiteur.

Dans le cadre du bimétallisme de l'Angleterre de la fin du XVIII ° siècle, l'or est monnayé en pièces, les guinées. Ces pièces de 21 shillings coexistent avec les pièces d'argent.

Que se passe-t-il en cas de coexistence de deux monnaies, d'or et d'argent ? Adam Smith estime que si le rapport entre leurs valeurs n'est pas fixé, la valeur d'une guinée est alors soumise à un certain hasard, par exemple osciller entre " tantôt 22 shillings ou plus, tantôt 18 shillings ou moins " ; Le hasard n'a rien à faire dans les situations courantes que Ricardo illustre avec l'exemple suivant.

Admettons un débiteur qui doit régler ses dettes au moindre frais. S'il dispose de cinq quarters de blé : - il peut se procurer une quantité d'or valant 20 guinées à l'Hôtel des Monnaies, ou 420 shillings ;

► il peut encore se procurer une quantité d'argent, dont l'Hôtel des Monnaies tire 430 shillings.

Il préférera éteindre sa dette en argent en gagnant 10 shillings.

Le débiteur choisit, dans un perpétuel changement, entre le paiement en or ou en argent selon les variations de leur valeur relative. Ces variations s'expliquent pour des raisons quantitatives. Tout dépend de la quantité de monnaie en circulation (contrairement à Smith qui pense qu'un métal tel que l'or peut disposer de qualités inhérentes afin de régler la valeur des pièces d'argent).

Cette incertitude a été réglée par la session parlementaire de 1816 : " Seul l'or devait disposer d'un pouvoir libératoire pour toute somme supérieure à 40 shillings ".

Bullionisme et bullionisme.....

Dans le très court chapitre XXVIII, Ricardo répond à Smith sur deux principaux arguments :

► Dans un pays riche, l'or et l'argent s'échangent contre une plus grande quantité de biens de subsistance que dans un pays pauvre.

Mais un pays riche subit la dynamique grandiose ; compte tenu d'une difficulté accrue de la production agricole il subit une élévation du prix relatif du prix de la nourriture.....

► La quantité d'or produite dans un pays ne fait pas sa richesse.

Selon A. Smith, en Espagne et au Portugal détenteurs des mines d'or, le prix des métaux précieux est nécessairement inférieur aux autres parties d'Europe.

Mais dans ces pays, la faible valeur de la monnaie est préjudiciable au commerce et aux manufactures et , constate Ricardo, ces deux pays sont les plus misérables d'Europe.

62 . - Monnaie et Valeur.

62.1 L'application de la théorie de la valeur travail à la monnaie.

Le thème de la monnaie est peu développé dans les Principes, sinon dans le chapitre XXVII, où Ricardo ne fait que récapituler brièvement certaines des lois générales qui règlent sa quantité et sa valeur et qu'il avait développé dans son pamphlet de 1816, " Propositions pour un étalon économique et sûr ". L'or et l'argent sont des marchandises comme les autres, qui " n'ont de valeur qu' en proportion de la quantité de travail nécessaire pour les produire et les mettre sur le marché ". Au delà, la monnaie est frappée d'un droit de seigneurage, ce qui peut permettre de leur donner plus de valeur quitte à restreindre le nombre de pièces. La totalité de la valeur du papier monnaie résulte d'un droit de seigneurage. Il existe donc bien un lien entre la valeur de la monnaie et sa quantité. Mais les banques, en plus de l'Etat, ont le droit d'émettre du papier monnaie et peuvent accroître la quantité globale en circulation. Il faut donc éviter qu'un Etat ou une banque ait un pouvoir illimité d'émission de papier monnaie. Pour ce faire, Ricardo rappelle sa proposition de garantir la valeur de la monnaie avec de l'or et de l'argent au prix et au titre pratiqués par l'Hôtel des Monnaies. Il souligne les vertus du papier monnaie, dont la dépréciation, comme pour toute monnaie, dépend entièrement du caractère excessif de sa quantité en circulation.

- ▶ Deux analyses de la valeur de la monnaie tendent ainsi à se compléter :
- ▶ A court terme, une théorie quantitative explique la valeur de la monnaie. Celle- ci peut varier en fonction de la quantité en circulation de papier monnaie.
- ▶ A long terme, la valeur de la monnaie s'explique par le coût de production du métal précieux.

62.2 La parité des pouvoirs d'achat.

Le taux de change entre les monnaies dépend -t-il seulement de leur pouvoir d'achat relatif sur des biens échangeables identiques ? Cette idée est sévèrement critiquée par Ricardo à la fin du chapitre VII sur le commerce extérieur.

La valeur de la monnaie peut varier dans un pays par rapport à de nombreuses marchandises (de 5 à 20 % par exemple) " mais le change se fera au pair ". Le seul étalon reste l'or, autrement il faudrait pouvoir trouver une marchandise étalon....permettant de mesurer la dépréciation.

62.3 La monnaie peut- elle jouer un rôle dans la dynamique grandiose ?

La monnaie ne détermine pas la dynamique grandiose

La Section VII du premier chapitre sur la valeur affirme que la monnaie ne peut influencer sur la dynamique grandiose :

- ▶ mieux vaut la considérer comme invariable (hypothèse relâchée dans le chapitre sur le commerce extérieur).
- ▶ une augmentation des prix consécutive aux effets d'une hausse de la valeur de la monnaie sur les salaires, n'a pas d'effet sur les profits.

Si le prix des marchandises manufacturées augmente, par exemple du double, et si la valeur du produit, des machines , des bâtiments et des stocks double également, le taux de profit reste inchangé.

Si à la suite d'un afflux de métaux précieux ou par suite de privilèges accordés aux banques, le prix des vivres augmente, les salaires monétaires augmenteront ; mais ils permettront seulement au travailleur de se procurer la même quantité de biens nécessaires qu'auparavant, " sans plus " ; cette dernière dépend des rapports quantitatifs entre offre et demande de travail d'une part et offre et demande de biens nécessaires d'autre part. " La monnaie n'est que le moyen par lequel on exprime la quantité " ; il en serait de même de la valeur relative des chaussures et des chapeaux qui dépend de leur marché spécifique. La monnaie ne fera encore que refléter cette valeur relative, issue de rapports quantitatifs.

L'inflation n'est pas créatrice de croissance, même si l'expansion monétaire peut contribuer à diminuer le taux d'intérêt à long terme. Le crédit ne peut créer du capital , pas plus que l'épargne forcée car la réduction de la consommation augmente le prix des biens de consommation. Ce n'est pas un avantage " monétaire ", accidentel qui peut favoriser les producteurs, mais " les difficultés réelles rencontrées par le producteur le moins favorisé ".

Le montant des prêts ne modifiera pas durablement le taux d'intérêt du marché ; " celui- ci n'est pas déterminé par le taux pratiqué par les Banques, qu'il soit de 5, 4 ou 3 pour cent, mais par le taux de profit " qui peut être tiré de l'emploi du capital. La demande de monnaie dans les banques dépend donc de la comparaison entre le taux de profit que l'on peut tirer de l'emploi de cette monnaie et le taux d'intérêt que les banques pratiquent sur les prêts.

Ce n'est pas la quantité de monnaie, mais la quantité de capital réel qui détermine l'activité. La monnaie n'a pas de raison d'être fournie à bas prix, comme toute marchandise, et cela favoriserait injustement ceux qui en profiteraient. Ricardo condamne donc les politiques étatiques visant à empêcher l'établissement d'un " taux d'intérêt de marché juste et libre ". En effet, si le taux d'intérêt tend à s'aligner à long terme sur le taux de profit, " il subit toutefois des variations temporaires provoquées par d'autres causes " . Par exemple le manufacturier peut se tromper sur l'état du marché en faisant, compte tenu du bas prix attendu sur ses produits, une rétention de stock. Obligé d'emprunter, il acceptera ainsi un taux d'intérêt plus élevé ; s'il ne peut résister au cours des affaires, il se rendra à l'évidence et le taux d'intérêt reviendra à sa valeur réelle.

Le taux pratiqué sur les emprunts publics n'est d'aucune fiabilité pour évaluer le taux d'intérêt. En effet l'urgence du financement public conduira, par exemple en temps de guerre, à pratiquer des taux artificiellement élevés et à favoriser l'éviction des négociants ; ces derniers ne pourront plus emprunter de la monnaie et escompter leur lettre de change.

" Qui voudrait prêter à 5 % à l'agriculture, aux fabriques, au commerce, lorsqu'on trouve un emprunteur toujours prêt à payer un intérêt de 7 ou 8 pour cent ? " se demande Say... " Je réponds " ,dit Ricardo, " tout homme prudent et raisonnable ".

Le taux d'intérêt élevé recoupe des risques importants, y compris ceux provenant des emprunts publics ; il existe donc une limite naturelle à l'éviction. Le taux d'intérêt dépend du taux de profit et " il est impossible " d'intervir leur rôle.

63 - Comment gérer la monnaie ?

L'originalité de la pensée monétaire de Ricardo (Diatkine, 1994) consiste à concilier le contrôle de la Banque Centrale par la Nation avec un mécanisme de stabilisation monétaire..lui laissant une capacité d'initiative.

63.1- Le contrôle de la Banque Centrale.

Plus généralement (Diatkine,1994), la position privilégiée de la Banque d'Angleterre peut l'entraîner à abuser de ses pouvoirs : à tirer des profits de son pouvoir de seigneurage, de sa gestion des dépôts publics et des intérêts tirés de

ses prêts à l'Etat.

L'opposition de Ricardo au statut de la Banque d'Angleterre qui confie, en fait, l'émission et la gestion de la monnaie à une " compagnie de marchands " est très forte. Il y voit le poids d'un monopole privé sur les intérêts de la Nation. Devenu député, il refusera le renouvellement de la Charte de la Banque d'Angleterre devant la Chambre des Communes en 1822.

Ses " Proposals for an Economical and Secure Currency " (1816), incluent la nationalisation des profits tirés du seigneurage et la direction de la circulation monétaire par des commissaires responsables devant le seul Parlement. De cette façon, l'Etat est le seul émetteur de papier monnaie, mais la Nation le contrôle par son Parlement. Un monopole d'Etat centraliserait ainsi l'émission monétaire en se substituant non seulement à la Banque d'Angleterre, mais aux Banques locales (Country Banks) qui avaient gardé un droit d'émission.

Que resterait-il à la Banque ? Dans son " Plan for the Establishment of a National Bank " (1823), Ricardo propose que la Banque d'Angleterre gère les prêts et avances, y compris au gouvernement ; cette fonction étant dissociée de l'émission. Ainsi on évitera de financer les dépenses publiques l'Etat en rachetant à intérêt des billets émis par cette même puissance publique. Ces réformes mènent à un problème : si la monnaie consacrée aux paiements effectifs est faite exclusivement de papier, ce dernier représente l'or qui sert à réguler la circulation. Mais, comment réguler cette circulation ?

63.2 - La régulation du système monétaire.

Comment éviter une régulation trop rude, obligeant par exemple les banques à retirer 15 % des billets en circulation en deux ans ?

Ricardo imagine dès 1811, un mécanisme génial de politique monétaire inspiré du modèle hollandais. Son but est d'éviter un écart trop important entre le prix du marché et le prix légal de l'or tout en autorisant la convertibilité des billets en lingots.

Si le prix de marché est supérieur au prix légal, les agents sont incités à acheter de l'or contre leurs billets et à le revendre avec profit. Dès lors, la quantité de billets se contracte et le prix de marché tend à rejoindre le prix légal.

Seule une petite quantité d'or est nécessaire à l'institut d'émission afin de réguler le mécanisme, la monnaie papier servant à l'ensemble des paiements effectifs. Ainsi le coût de fonctionnement du système monétaire est réduit et il réalise la " perfection de l'art bancaire " (Ricardo, 1811).

Ce mécanisme repose sur le comportement des agents économiques et deux normes officielles limitant la variation du prix de l'or, un prix d'achat et un prix plafond.

Dans les versions de 1816 et 1823, ces deux limites sont les suivantes :

- ▶ Prix de vente du lingot d'or par la Banque au Mint : 3 Livres 17 shillings 10,5 pence l'once. (calcul établi par réduction de 15% du montant des billets en circulation en 1809).
- ▶ Prix d'achat par la Banque au Mint, " légèrement inférieur " soit 3 Livres, 17 shillings.

Les commissaires publics doivent fournir les billets pour un prix fixe de l'or. La Banque Centrale organise le marché de l'or avec ses réserves. Observant les signaux du marché, elle peut accroître ou restreindre ses émissions lorsque le prix de l'or approche du prix plancher et ou tend vers le prix plafond.

Ainsi, l'étalon monétaire (l'or en la circonstance) a un prix de marché à peu près constant en toute circonstance et

ainsi exprime le prix monétaire d'une marchandise (Deleplace, 1994).

Le rôle principal de la monnaie est de servir d'étalon monétaire ; dans cette fonction , elle doit ne pas être dépréciée pour les raisons pratiques énoncées par Ricardo au début de sa recherche (1809 /1811).

Plus avant, l'analyse monétaire de Ricardo associe l'analyse théorique de la monnaie (du rôle de ses variations de valeur dans la dynamique grandiose) à des plans pratiques de " pure monnaie gérée " (Keynes, 1930).

7 - LA PRISE EN COMPTE DU SOCIAL.

Il est une idée tenace, suscitée par Marx (1857) et encore entretenue (Boudon, 1991), d'une " loi d'airain des salaires " de Ricardo, à mettre au même niveau que son hostilité vis à vis des pauvres. Ricardo aborde à la fois un problème spécifique de l'époque, les lois sur les pauvres (dans la ligne de Malthus) et de façon atypique le problème des conséquences du progrès technique sur les travailleurs au sein d'une société de classes.

S'il est franchement hostile aux pauvres, " assistés ", il manifeste une bienveillance pour les travailleurs, et entend montrer que la dynamique grandiose leur est favorable.

71. Les pauvres

71.1. Hostilité vis à vis de l'assistance aux pauvres.

Ricardo est connu par sa critique des lois sur les pauvres dans le chapitre V des Principes consacré aux salaires : sa demande d'abolition s'aligne sur les positions de Malthus. Il souligne les effets pervers de ces lois, en insistant sur la propension des pauvres à augmenter leur nombre et à effectuer des "mariages précoces et imprévoyants ".

L'argument est classique : si le pauvre a la certitude d'obtenir une aide en cas de difficultés, " et même une aide qui lui assurerait des conditions de vie suffisamment aisées ", il connaîtra une dépendance et un abandon de l'effort.

L'aide aux pauvres a été limitée par le fait qu'elle a été collectée et gérée par chaque paroisse ; autrement, " la théorie nous amène à prévoir une réduction de l'importance relative de tous les autres impôts face à la seule et unique taxe des pauvres. "

Ricardo consacre un autre chapitre (XVIII) à cette taxe des pauvres et souligne que celle- ci pèse beaucoup plus sur le fermier que sur le manufacturier. En effet, le fermier est imposé sur sa production et le manufacturier sur la valeur des bâtiments qu'il utilise. Donc , le fermier augmentera le prix des produits bruts afin de compenser la rentabilité inférieure de son capital. S'il ne le peut pas, il aura intérêt à retirer son capital, ou au moins une partie de celui- ci. Si le pays est en stagnation ou en déclin, la difficulté sera encore plus grande pour les fermiers, le temps de leurs baux.

71.2 L'assistance aux pauvres peut -elle contrarier la dynamique grandiose ?

Dans les Principes, la question est abordée dans le chapitre sur la Rente et montre la possibilité de transposer le raisonnement sur la rente agricole au domaine du travail. Cette question fait l'objet d'un débat particulièrement vif avec J.B.Say. Ce dernier est convaincu dans son Traité, que le bon marché des marchandises anglaises, vient de la multitude d'institutions charitables. Mais il en est des manufactures comme des doses de terre ou des mines, ce sont celles qui sont le moins favorisées qui déterminent par la quantité de travail nécessaire, le prix de la marchandise concernée.

Si les ouvriers favorisés subvenaient à tous les besoins de la communauté, aucune manufacture sans facilité sociale ne pourrait se maintenir. Mais si le manufacturier " défavorisé " persiste dans son activité, il retire le taux de profit moyen du capital et son prix est proportionnel à la quantité de travail consacrée à sa production. Le prix dépend donc de la quantité de travail nécessaire dans la manufacture " marginale " qui peut encore bénéficier du taux de profit moyen. Il n'est pas directement proportionnel au montant des salaires, contrairement à la logique de J.B.Say.

72. Les travailleurs.

72.1 Le faible prix du blé et les machines.

Selon Malthus (Grounds, 1815), le faible prix monétaire du blé ne serait pas favorable aux plus basses classes de la société. En effet, leur capacité à acheter des biens de nécessité, différentes commodités, sinon même des biens de luxe diminuerait. Ricardo est persuadé dans l' "Essai sur les Profits " qu'une vision plus optimiste peut être avancée. En effet, grâce aux importations de blé, une meilleure répartition du capital sera possible ; l'accumulation du capital permettra d'employer plus de bras et d'accorder des salaires plus élevés.

Ricardo procède par analogie : la libération des importations de blé aura les mêmes effets que le progrès technique, elle permettra d'élever les salaires réels. En fait, comme le note Sraffa, Ricardo défendra cette opinion dans son discours au Parlement de 1819 et en critiquant dans sa correspondance Mc Culloch, sensible aux " Observations " de Barton (1817) sur la condition de la classe ouvrière.

Distinguons le prix naturel du travail (son coût en biens essentiels) et son prix courant (déterminé par l'offre et la demande). Say, dans ses annotations aux Principes, remarque qu'en Angleterre, les lois sur les pauvres permettent aux familles ouvrières de se perpétuer, et ainsi de disposer d'une classe ouvrière et à bon marché. Say ajoute que la suppression de tels secours augmentera les salaires, les prix d'offre vis à vis de l'étranger et donc provoquera une diminution de la demande, sauf à tricher sur la qualité.

Néanmoins, Ricardo est convaincu, en rédigeant son chapitre sur les salaires, que si le prix naturel des biens salaires qui composent le train de vie du travailleur reste inférieur au prix de marché du travail, la marche de la civilisation leur sera favorable. Il existe donc un mécanisme dynamique qui doit être favorable aux travailleurs et leur permettra, en renonçant à une unité de produit nécessaire, de se procurer de nombreux autres biens. La valeur du salaire dépend encore du rapport entre deux types de capital :

- ▶ le capital physique avancé pour la production est composé des biens salaires, des machines.
- ▶ le capital " valorisé " par la demande en travail.

Si ce capital en valeur augmente plus rapidement que le capital physique, l'amélioration du sort du travailleur est notable ; son salaire monétaire augmente pendant que le coût de sa famille se déprécie ; le prix courant du travail est supérieur au prix naturel " déprécié ". Le principe consiste donc dans le fait (Principes p. 84) " que toute amélioration dans la société et toute augmentation de capital feront hausser le prix courant des salaires ". Cette augmentation ne risque-t-elle pas de se traduire par des licenciements ?

72.2. Les anciens arguments.

Si des licenciements sont inévitables, la demande de travail ne changera pas, car le capital qui a employé les travailleurs existe encore, et il est de l'intérêt des capitalistes de l'utiliser de manière productive ; d'autant plus que la demande à satisfaire est, au delà de l'alimentation, sans bornes et sans limites. Les salaires ne baisseront pas pour

autant, car les machines permettront une baisse du prix général des marchandises. Les travailleurs pourront acheter plus de marchandises avec le même salaire monétaire. En bref, les machines permettront par la stimulation de la demande, une reprise des emplois perdus dans un premier temps.

72.3 . L'erreur.

Elle consiste à croire que tout accroissement du revenu net de la société s'accompagne d'une augmentation du revenu brut. Le revenu net est le fonds d'où les propriétaires fonciers et les capitalistes tirent leurs revenus. Le produit brut de la nation ou revenu brut détermine la capacité d'entretenir la population et l'emploi du travail.

Ricardo s'est exprimé dans le chapitre XXVI sur cette distinction, que Say attribue aux Physiocrates. Il existe dans un pays un produit brut de la terre et du travail, lequel est divisé en trois parties, entre les salaires, les profits et la rente. Ces deux derniers éléments font seuls l'objet de prélèvement pour les impôts et l'épargne. Or, l'emploi d'un plus grand nombre de travailleurs ne changera rien au principal problème qui se confond avec l'intérêt réel de la nation. Qu'importe le nombre d'habitants de la nation pourvu que le revenu réel, la rente et les profits soient les mêmes.

72.4 .La rectification.

Ricardo démontre qu'avec les hypothèses précédentes, - maintien du produit net et augmentation de la capacité d'acheter- la valeur du produit brut peut baisser ; en particulier, si maintenir le produit net est la finalité du capitaliste, peu lui importe le montant du produit brut qui lui est nécessaire. Mais ce maintien du produit net, associé à la baisse des prix, ne peut manquer de provoquer une augmentation de l'épargne ; si cette épargne est transformée en capital, chaque augmentation du capital entraînera une augmentation de l'emploi des travailleurs. Tout dépend en définitive du type de dépense du propriétaire foncier ou du capitaliste, par exemple en entretien de domestiques ou en biens de luxe. L'impôt pendant la guerre peut ainsi favoriser la demande de matelots et de soldats, au détriment de la dépense de luxe.

Cependant, dès la fin des hostilités, cette demande de travail s'arrêtera accentuant le chômage. De même, l'emploi massif de chevaux sur les fermes, permettra une augmentation à la fois du produit brut et du produit net tout en diminuant la demande de travail en agriculture. Cependant l'augmentation du produit brut de la terre permettra l'emploi du surplus de main d'oeuvre dans les manufactures ou la domesticité. Le chômage engendré par les machines met- il en cause le progrès technique ?

72.5 .Il ne faut pas décourager le progrès technique.

Les machines n'ont de conséquences négatives sur l'emploi que dans l'hypothèse d'une " découverte soudaine ". Autrement, si les découvertes sont " graduelles ", l'épargne et l'accumulation du capital permettront d'éviter un détournement du capital déjà employé. En fait, cette augmentation du capital renforce la dynamique grandiose ; compte tenu de la difficulté de production, le prix de la nourriture augmente, impliquant l'emploi toujours croissant de machines. Le ratio rapportant la demande de travail à l'accroissement du capital décroît... et on voit mal comment inverser cette tendance.

Cette dynamique sera accélérée par tout découragement de l'emploi des machines qui favorisera le départ du capital vers l'étranger et ainsi un chômage encore plus grand. Enfin, l'usage de machines permettant de produire à coût moindre, le rejet de leur emploi entraînera une perte de compétitivité et ainsi des exportations de monnaie à l'étranger, jusqu'au retour du prix naturel des marchandises au niveau des autres pays.

L'introduction des machines est donc la conséquence fatale de la dynamique grandiose ; mais, vouloir empêcher ce mouvement aggraverait encore plus la situation des travailleurs. Ceux-ci ne peuvent espérer qu'une " juste épargne " consécutive à l'augmentation de la productivité et ainsi une reprise de l'accumulation du capital et de la demande de travail ; ce simple palliatif ne permettrait pas d'éviter la fatalité du mécanisme. Les comportements des acteurs (détenteurs de produit net) ne sauraient contrecarrer efficacement la dynamique fatale de la baisse des taux de profit si le prix de la nourriture continue à augmenter.

[Cybercable](#)